



Yves Grafmeyer, un sociologue dans son temps

Christian Topalov

Recensé : Yves Grafmeyer et Jean-Yves Authier, *Pour la sociologie urbaine*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2019.

En complément du compte rendu par Anne Lambert de l'ouvrage rendant hommage à Yves Grafmeyer, Christian Topalov s'appuie sur la série d'entretiens accordés par le sociologue de la ville à Jean-Yves Authier pour retracer son parcours intellectuel et professionnel dans un monde de la recherche en profonde transformation.

On peut regarder ce livre d'hommage et de réflexion comme un précieux document d'histoire sur un sociologue dans son temps. C'est une lecture un peu hasardeuse, sans doute, puisqu'elle s'appuie sur un seul témoignage plutôt que sur des archives et des séries. Je vais néanmoins m'y risquer, à partir de deux thèmes : de quelle sociologie urbaine et de quelle carrière d'universitaire s'agit-il dans ce long et passionnant entretien d'Yves Grafmeyer avec Jean-Yves Authier ?

Quelle sociologie urbaine ?

Dans un monde entièrement urbanisé, la sociologie urbaine rencontre un sérieux problème : celui de la spécificité de son objet. C'est pourquoi il y a eu autant de sociologies urbaines que d'objectifs d'analyse qui lui étaient assignés : comment ceux-ci se forment-ils, comment les disciplines correspondantes prennent-elles corps, comment tiennent-elles au-delà d'une enquête particulière, d'un livre, d'un auteur, d'un bref moment ? Quand on essaie de répondre empiriquement à ces questions, on s'aperçoit vite que les sociologies urbaines sont fragiles, que l'histoire de cette spécialité est faite d'une série d'émergences et d'effacements successifs (Topalov 2005). Il y a en tout cas très peu de continuités en dehors de celles, imaginées après coup, qui sont indispensables à l'invention universitaire des traditions scientifiques. On peut avancer que la plupart des sociologies urbaines qui ont tenu quelque temps au cours de l'histoire de la discipline se sont formées dans l'interaction avec des acteurs du monde de la pratique : réformateurs, urbanistes, travailleurs sociaux, police. Chaque fois qu'une sociologie urbaine a pris forme et consistance dans le monde savant, c'est parce qu'elle faisait sens pour des acteurs du monde de l'action.

Cette règle générale s'accompagne d'exceptions : la sociologie urbaine dont Yves Grafmeyer est le nom serait l'une d'entre elles. Telle est du moins l'hypothèse que m'a suggérée la lecture de cet ouvrage dont le titre claque comme un drapeau.

Le moment où Yves Grafmeyer a commencé à lire des livres de sociologie et à définir le domaine de recherche auquel il consacrerait sa thèse d'État est bien particulier. Il faisait suite à une période où la « question urbaine » était définie comme celle de la maîtrise publique de l'expansion des villes, et où la sociologie urbaine s'était mise au service d'un urbanisme plus humain. Il précédait un moment tout différent, celui où le « problème des banlieues » commença à être mis en forme et où la sociologie urbaine devint l'étude des « quartiers sensibles » et de l'« exclusion ». Entre ces

deux moments, un petit nombre d'années (1975-1990) où le champ des études urbaines s'est trouvé désorienté, sans guide ou maître en quelque sorte, et pouvait être abordé en toute liberté. C'est-à-dire avec pour seules contraintes ou orientations celles que la conjoncture du champ scientifique suggérait. Yves Grafmeyer a su mettre en valeur cette liberté-là.

Vers 1975, le paysage de la sociologie urbaine en France connut en effet un brusque bouleversement. Il était auparavant constitué d'entreprises qui visaient à étudier « les besoins et aspirations » des familles ouvrières et des populations urbaines pour les porter à la connaissance des aménageurs, de sorte qu'ils s'orientent vers un urbanisme plus humain. C'était, depuis les années 1950, le projet de Chombart de Lauwe, qui tourna court, à la grande amertume du sociologue : d'un côté, les urbanistes s'entêtèrent à ne pas l'écouter, de l'autre ses disciples s'éloignèrent de lui pour tomber dans la sociologie appliquée (Chombart de Lauwe 1996). Raymond Ledrut se portait candidat pour reprendre ce projet, comme en témoigne le manuel qu'il publia en 1968 (Ledrut 1968). Henri Lefebvre, le concurrent, après être passé lui aussi par une période aménagiste, avait pris le chemin d'une philosophie critique du « droit à la ville », tandis que les travaux de ses disciples s'adressaient principalement au monde de l'architecture. Les effets du « moment 68 » sur ce champ scientifique ne furent qu'en apparence une rupture : la génération de jeunes chercheurs radicalisés qui donna naissance à une fugitive « école française de sociologie urbaine marxiste » était en effet, comme Michel Amiot l'a très tôt compris, « contre l'État », tout contre (Amiot 1986). Leurs travaux critiques de la planification urbaine capitaliste étaient, à leur manière, fascinés par l'État et leur projet s'effondra avec celui de l'aménagement urbain qu'ils analysaient pour le dénoncer¹.

L'année 1975 fut à bien des égards un tournant. Les politiques urbaines tournèrent le dos à la construction publique de masse pilotée par le corps des Ponts et Chaussées : en 1974, la « circulaire Guichard » mit fin à la construction des « grands ensembles ». La recherche urbaine, florissante depuis 1970 sous la tutelle du ministère de l'Équipement, connut une diminution massive de ses financements tandis que les chercheurs « hors statut » qu'elle avait fait naître entraient au CNRS et s'habituèrent à la normalité des institutions savantes (Lassave 1997).

C'est en 1980 qu'Yves Grafmeyer entreprit, avec sa thèse d'État, ses premières recherches empiriques en sociologie. À la différence de tous les chercheurs de la période précédente, il arriva donc à la sociologie urbaine non par les contrats, mais par les livres. Il lut notamment les sociologues de Chicago des années 1920 que Morris Janovitz venait, quelques années auparavant, de constituer en « école » (Topalov 2004), construction que le collègue et ami Isaac Joseph avait recueillie et importée (Grafmeyer et Joseph 1979) en vue d'inaugurer en France une sociologie du quotidien « au moment où tendait à s'épuiser le courant de socio-économie d'inspiration marxiste qui avait occupé très largement le devant de la scène dans les années 1968-1975 » (p. 21). Indépendamment de cet apport critique, plusieurs traits de la conjoncture des sciences sociales d'alors furent importants pour Yves Grafmeyer. La mise en discussion des catégories statistiques classificatoires et le tournant vers la statistique nominative avaient rendu possible l'étude des trajectoires individuelles dans les espaces sociaux, professionnels et résidentiels – promue à l'INED par Catherine Bonvalet et d'autres chercheurs avec lesquels Yves Grafmeyer travaillait, par des géographes aussi, comme Catherine Rhein. La notion de « dimension spatiale des phénomènes sociaux » se substituait à celle d'une sociologie urbaine définie par son objet empirique (« la ville ») : on pouvait désormais se passer du dialogue avec les aménageurs pour « faire tenir » le domaine et regarder l'espace comme un outil analytique au service d'une sociologie générale.

Qu'il s'agît, à l'époque, d'interrogations qui parcouraient largement les sciences sociales, il suffit d'observer la conjoncture contemporaine en histoire pour s'en convaincre – tout particulièrement, en ce haut lieu de l'histoire sociale, le Centre Pierre Léon de l'université Lyon 2 : « Habiter la ville » (Garden et Lequin 1984) fut un thème historique avant de devenir un sujet de sociologie, avec *Habiter Lyon* (Grafmeyer 1991). C'était l'émergence de la prosopographie, l'étude des trajectoires

¹ Voir la collection « La Recherche urbaine », qui publia 14 titres chez Mouton entre 1972 et 1978. J'ai écrit « leurs travaux », mais « nos travaux » aurait été plus exact, car j'ai fait partie de ce groupe de chercheurs.

de mobilité sociale, la mise en discussion du quartier comme espace stable et clos (voir par exemple Pinol 1991 ; Saunier 1994). À l'EHESS et à l'INED, la *microstoria* radicalisait ces développements, avec la thèse de Maurizio Gribaudi (1987) ou, plus tard, celle de Paul-André Rosental (1999). Dans l'immédiat, ce fut le conseil de Maurice Garden qui, en tout cas, leva les hésitations d'Yves Grafmeyer à se lancer dans le dépouillement de l'annuaire *Le Tout Lyon* : « c'est une mine ! », lui assura l'historien, ouvrant la voie à l'une des recherches les plus originales du sociologue (Grafmeyer 1992).

Ce moment de liberté dans les études sociologiques sur la ville ne dura pas. Vers 1990, l'alliance entre des chargés de mission de la « politique de la ville », des sociologues disciples d'Alain Touraine et de la revue *Esprit* avait fabriqué et mis en circulation la clef de lecture attendue par le monde politique pour donner un sens aux émeutes qui se multipliaient dans les quartiers populaires depuis celle des Minguettes en 1981 (Tissot 2007). Dès lors, l'objet pertinent de la sociologie urbaine ne pouvait plus qu'être « le problème des banlieues », « l'exclusion » ou, pour certains, l'islam (Kepel 1987 ; Dubet et Lapeyronnie 1992 ; Lapeyronnie 2008 ; Kokoreff 2008). La fièvre aménagiste des années 1955-1975 avait fait place au souci de l'ordre dans les quartiers et les tâches des sociologues avaient changé en conséquence : à la fin du XX^e siècle, le financement public reparti à la hausse et multiplia le nombre des contrats et allocations, des personnels précaires, des travaux et des livres qui traitent le sujet ainsi redéfini. Un centre de recherche du CNRS et les tâches de l'enseignement universitaire assurèrent toutefois à Yves Grafmeyer et à ceux qui ont travaillé avec lui et après lui le minimum de liberté qui leur permit de rester sourds aux sirènes de l'air du temps bureaucratique : c'est ainsi que les innovations des années 1990, poursuivies et renouvelées, ont pu rester vivantes.

Quelle carrière universitaire ?

Les entretiens avec Jean-Yves Authier, d'une très grande franchise, donnent aussi des aperçus de la carrière d'Yves Grafmeyer comme universitaire et comme administrateur d'institutions. J'y vois l'image d'un type social qui est en train de disparaître aujourd'hui sous les coups des « réformes ».

Il convient de noter d'abord que la voie d'accès d'Yves Grafmeyer au métier de sociologue en fait, peut-être, le dernier à illustrer un parcours commun au temps de Durkheim et de ses premiers successeurs, disparu depuis. Son roman d'apprentissage commence avec le meilleur des baccalauréats (A' : sciences et grec), le succès au concours de l'ENS en 1964, la licence de philosophie avec son certificat de « morale et sociologie », l'agrégation en 1969. Dans la foulée, en ces années où partout se multipliaient les postes, un recrutement comme assistant puis maître-assistant à Lyon 2 (1970-1978), enfin comme maître-assistant de sociologie à l'ENS (1978-1980). Se retrouve donc à enseigner cette discipline un jeune philosophe qui, comme il le dit volontiers, avait « certes beaucoup lu, mais pas encore produit une seule ligne de sociologie » (p. 29). C'est alors que commence la préparation de la thèse d'État : dix ans de recherche empirique, enfin, mais en solitaire.

Grafmeyer fut donc l'un des derniers sociologues venus à la discipline à la manière de Durkheim, c'est-à-dire par « une connaissance seulement livresque » (p. 19). Beaucoup de livres, pas de contrats : peut-être étaient-ce les conditions pour inventer une sociologie urbaine sans autre contrainte que celles de la croyance en la souveraineté des idées en matière scientifique.

Sa carrière prit une nouvelle dimension dès 1973 : celle d'administrateur de la recherche. Dans cette activité, sa singularité est d'avoir été un administrateur qui est resté un chercheur et un savant. Tout l'inverse, donc, des « managers » de la science qu'ont produit les réformes de l'université depuis l'ANR (2005), la LRU (2007) et, pire encore, les Idex (2010).

Yves Grafmeyer a été « chargé de mission » au département des SHS du CNRS (1973-1977), dirigé alors par Pierre Bauchet puis Edmond Lisle. Sa mission : mettre en place et assurer le suivi des actions thématiques programmées (ATP). La conjoncture vaut d'être rappelée : avec le plan

d'intégration des hors-statuts, la DGRST et les ministères techniques transféraient leurs budgets au CNRS, qui créait de nombreux postes pour accueillir les précaires et se trouvait doté des moyens de développer sa propre politique de recherche incitative. Détail important : les budgets ne pouvaient comporter de salaires mais seulement des vacances très strictement limitées, de façon à ne pas créer à nouveau la précarité dont on était en train de se débarrasser.

Comment faisait notre chargé de mission, à lui seul et en continuant d'enseigner à Lyon, pour animer les ATP ? Il consultait, dit-il, il réunissait « de petits groupes de collègues » qui discutaient des thèmes à promouvoir et du libellé des appels d'offres (p. 19). Il lisait, ensuite, toutes les propositions et faisait « circuler la parole entre les collègues des comités scientifiques » chargés de la sélection. La seule « politique » de la « direction du CNRS » – placée en réalité entre les mains de quelques micro-mandarins du moment – était alors de promouvoir un programme pluridisciplinaire sur les enjeux du changement social, qui privilégiait les approches localisées : ce fut la création de l'Observatoire sociologique du changement. Le contraste institutionnel est frappant avec la structuration ultérieure du département (puis institut) des SHS, qui comprenait 14 personnes sous le mandat de Lenclud, 16 avec Laurieux, 21 avec Bourdelais et 33 aujourd'hui avec Ruggiu². Le contraste est plus violent encore avec les procédures et la « culture » de l'ANR marquée par des priorités définies politiquement, un personnel permanent pléthorique, l'usage d'experts qui remplissent des grilles d'évaluation sans jamais se parler, des « comités stratégiques » qui supervisent les « comités d'évaluation ». Et, bien entendu, la multiplication des post-doc et autres contrats précaires.

Il faudrait décrire de la même façon ce que fut la pratique d'Yves Grafmeyer au poste de « vice-président recherche » de l'université Lyon 2 (2001-2006). C'était, dit-il, « une administration de proximité ». « Il était important de beaucoup lire et de beaucoup écouter pour prendre la mesure [des] enjeux, afin de se montrer aussi équitable que possible dans les arbitrages qui m'incombaient » (p. 50). Il parle de ses interlocuteurs – les directeurs de laboratoires et d'écoles doctorales – comme de personnes intelligentes, cultivées, reconnues dans leur domaine et on sent un réel plaisir à être, tout simplement, l'un d'entre eux. Remarquable dans cet entretien est l'absence totale des mots fétiches de la novlangue du management universitaire : stratégie, pilotage, évaluation. Il est aussi notable que notre vice-président, au terme de son mandat, a repris ses cours, même s'il confesse, avec un regret sensible, n'être « plus vraiment revenu dans le milieu scientifique » (p. 48). Bref, Yves Grafmeyer était « l'un des nôtres aux postes de commande » : il administrait la recherche d'une façon qui correspondait à un état du système universitaire que les pouvoirs en place ont entrepris de détruire. C'est ainsi que le témoignage d'un homme éminemment pacifique nous invite, sans clairon, au combat.

Bibliographie

- Amiot, M. 1986. *Contre l'État, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris : Éditions de l'EHESS.
- Chombart de Lauwe, P.-H. 1996. *Un anthropologue dans le siècle*, entretiens avec Thierry Paquot, Paris : Descartes & Cie.
- Dubet, F. et Lapeyronnie, D. 1992. *Les Quartiers d'exil*, Paris : Éditions du Seuil.
- Garden, M. et Lequin, Y. (dir.). 1984. *Habiter la ville, XVI^e-XX^e siècles*, Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Grafmeyer, Y. 1991. *Habiter Lyon. Milieux et quartiers du centre-ville*, Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Grafmeyer, Y. 1992. *Quand le Tout Lyon se compte. Lignées, alliances, territoires*, Lyon : Presses universitaires de Lyon.

² Base de données « Qui gouverne la science (2004-2018) ? » (Centre Maurice Halbwachs).

- Grafmeyer, Y. et Joseph, I. 1979. *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris : Éditions du Champ urbain.
- Gribaudi, M. 1987. *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris : Éditions de l'EHESS.
- Kepel, G. 1987. *Les Banlieues de l'islam. Naissance d'une religion en France*, Paris : Éditions du Seuil.
- Kokoreff, M. 2008. *Sociologie des émeutes*, Paris : Payot.
- Lapeyronnie, D. 2008. *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris : Robert Laffont.
- Lassave, P. 1997. *Les Sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- Ledrut, R. 1968. *Sociologie urbaine*, Paris : PUF.
- Pinol, J.-L. 1991. *Les Mobilités de la grande ville. Lyon, fin XIX^e-début XX^e*, Paris : Presses de la FNSP.
- Rosental, P.-A. 1999. *Les Sentiers invisibles. Espace, familles et migrations dans la France du XIX^e siècle*, Paris : Éditions de l'EHESS.
- Saunier, P.-Y. 1994. « La ville en quartiers : découpages de la ville en histoire urbaine », *Genèses*, n° 15, p. 103-114. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.persee.fr/doc/genes_1155-3219_1994_num_15_1_1234.
- Tissot, S. 2007. *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie d'action publique*, Paris, Éditions du Seuil.
- Topalov, C. 2004. « Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines. Le cas de l'école de Chicago en sociologie », in J. Heilbron, R. Lenoir et G. Sapiro (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu*, Paris : Fayard, p. 127-157.
- Topalov, C. 2005. « Sociologie urbaine », in M. Borlandi et al. (dir.), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris : PUF, p. 719-723.

Christian Topalov, sociologue, est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Parmi ses publications : *Naissance du chômeur, 1880-1910* (Albin Michel, 1994) et plusieurs livres collectifs, dont *Laboratoires du nouveau siècle* (Éditions de l'EHESS, 1999), et *Philanthropes en 1900. Londres, New York, Paris, Genève* (Créaphis, 2019). Il a récemment établi et commenté les articles et manuscrits issus du séjour du sociologue durkheimien Maurice Halbwachs à Chicago en 1930 dans *Écrits d'Amérique* (Éditions de l'EHESS, 2012). En collaboration avec Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule et Brigitte Marin, il a dirigé le programme de recherche international qui a abouti à *L'Aventure des mots de la ville* (Robert Laffont, 2010), dictionnaire historique plurilingue.

Pour citer cet article :

Christian Topalov, « Yves Grafmeyer, un sociologue dans son temps », *Métropolitiques*, 23 septembre 2019. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Yves-Grafmeyer-un-sociologue-dans-son-temps.html>.